Czechoslovak Republic. Laws, statutes, etc. 910.33(437) C98fa cop.2

LE PLAN ÉCONOMIQUE QUINQUENNAL TCHÉCOSLOVAQUE

TEXTE DE LA LOI

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

1949/. 1661

INTRODUCTION

par

M. ANTONÍN ZÁPOTOCKÝ

PRÉSIDENT DU CONSEIL

Discours prononcé par M. Antonín Zápotocký, président du Conseil, à l'Assemblée Nationale le 7 octobre 1948, en lui présentant le projet de loi relatif au premier plan quinquennal.

Mesdames, Messieurs,

Sur mandat que j'en ai reçu du gouvernement de la République, je présente aujourd'hui à l'Assemblée Nationale le projet de loi relatif au premier plan économique quinquennal en vue du développement de la République tchécoslovaque.

D'après son article premier, sa teneur est de reconstruire et transformer l'économie nationale tchécoslovaque ; son but, de relever le niveau de vie de toutes les classes du peuple qui travaille, le moyen pour y parvenir, d'accroître la productivité du travail. Il aura comme conséquence de limiter les éléments capitalistes encore restants et de les refouler de tous les secteurs de l'économie nationale, ainsi que de développer la démocratie populaire tchécoslovaque dans la voie vers le socialisme.

La nécessité de reconstruire et de transformer notre économie nationale a été déjà soulignée il y a un an par mon prédécesseur, M. Klement *Gottwald*, actuellement président de la République, à une réunion de la Commission Centrale de Planification, tenue le 10 octobre 1947, où il a dit : « Si nous persistions à conserver la structure ac-

tuelle et inadaptée aux besoins de notre industrie, il est clair que notre économie nationale serait exposée au danger des ébranlements et qu'il ne serait pas possible d'en assurer le plein développement, non plus que de relever le niveau de vie de la population. La reconstruction et la transformation de notre industrie est donc la première condition de ce relèvement. En même temps, grâce à cette transformation, nous ouvrons la voie au développement de l'industrie tchécoslovaque sur une base plus saine et plus solide. »

Je souligne tout particulièrement les paroles de Monsieur le Président disant que la reconstruction et la transformation est la condition nécessaire et indispensable du relèvement de notre niveau de vie. Je le fais pour réfuter d'avance l'illusion trompeuse que le relèvement du niveau de vie et culturel est un phénomène concomitant ou qu'il précèdera ou même doit précéder la réalisation du plan. La vérité est tout opposée : pour que notre niveau de vie et culturel puisse être relevé, il est nécessaire de réaliser le plan, c.-à-d. de transformer la production industrielle et agricole, la porter à un plus haut point de la technique, arriver à ce qu'on produise davantage dans les usines et dans les champs, accroître les opérations et la productivité du travail, augmenter le revenu national et puis distribuer équitablement ce revenu, afin qu'il soit possible de vivre mieux, avec plus de joie et de contentement.

La reconstruction et la transformation ne se feront pas uniquement parce que quelqu'un nourrit la pieuse intention qu'elles se fassent. Elles comportent un accroissement de travail et un accroissement de dépenses. Si nous voulons améliorer et relever notre économie nationale, il est besoin avant tout d'y employer du travail et de l'argent.

C'est pourquoi j'attire spécialement votre attention sur la IIe Partie du projet de loi, sur le chapitre des « Investissements » où se trouve l'art. 24 qui dit : « Pour

assurer le développement de l'économie nationale au cours de la période couverte par le plan quinquennal, il sera procédé à des investissements dont la valeur totale s'élèvera au plus à 336,2 milliards de Kčs. »

Sur ce chiffre il reviendra : a) à l'industrie 131,9 milliards de Kčs, b) à l'agriculture 26,8 milliards de Kčs, c) au bâtiment 4,6 milliards de Kčs, d) aux transports 52,9 milliards de Kčs.

Cela signifie 216 milliards 200 millions de Kčs, et, si nous y ajoutons les investissements d'administration publique prévue sous la lettre j) pour les ponts et chaussées, les constructions hydrauliques, etc., s'élevant à 47,1 milliards de Kčs, nous en arrivons pour les fonds mobilisés en faveur de la production à un total de 263 milliards 300 millions.

Viennent s'y ajouter les fonds prévus pour les installations sociales, culturelles et autres similaires, à savoir : e) pour le commerce et le mouvement du tourisme 5 milliards de Kčs, f) pour la construction de logements 39,3 milliards de Kčs, g) pour la prévoyance sociale 8,1 milliards de Kčs, h) pour la santé publique 10,3 milliards de Kčs, i) pour les services culturels 10,2 milliards de Kčs, soit au total 72,9 milliards de Kčs.

Summa summarum, cela donne le total susdit de 336,2 milliards de Kčs d'investissements pour cette période de cinq ans, soit 67 milliards par an.

Mais pour engager 67 milliards par an, il faut s'en procurer les moyens financiers.

A cet égard la construction de l'économie nationale est liée aux mêmes conditions que celle de l'économie privée. Si quelqu'un veut se faire construire une maison, il doit en avoir les moyens financiers, qu'il obtient sur son capital, sur ses économies ou par emprunt.

On peut rassembler le capital à engager en employant le produit du travail de tierces personnes, il faut alors

avoir la possibilité d'exploiter les autres. Ou bien on le tire de ses propres économies, il faut alors économiser et se passer pendant longtemps de beaucoup de choses utiles et agréables que l'on pourrait se payer, si l'on renonçait à avoir sa propre maison.

Enfin, on peut avoir recours à l'emprunt. Mais celui qui bâtit au moyen d'un emprunt, doit par la suite se modérer et épargner davantage, afin de pouvoir non seulement rembourser le capital, mais en payer les intérêts.

Il en est de même pour l'économie publique. Nous pouvons construire : 1° sur notre patrimoine propre, 2° sur le produit de nos économies et de notre travail, 3° au moyen d'aide et d'emprunts étrangers.

De biens épargnés que l'on pourrait employer à la reconstruction, notre République n'en a pas.

Nous avons hérité de l'ancienne société et des occupants des millions de dettes, des papiers sans valeur et des dépôts dépréciés. Nous ne voulons pas exploiter le travail d'autrui. Nous ne nous engagerons pas dans la voie de l'impérialisme pour assujettir les autres peuples et les voler de leurs biens.

Nous pourrions emprunter. Il y avait, par exemple, l'offre tentante du plan Marshall. Nous l'avons repoussée parce que nous ne voulons pas emprunter et n'emprunterons pas sur traite et intérêts usuraires. Comme intérêts du prêt provenant du plan Marshall, il était requis de renoncer à l'indépendance politique et économique, il fallait construire non pas d'après ses propres plans et besoins, mais selon le plan et les besoins du créancier.

Qu'est-ce que c'est que de bâtir au compte d'un tiers et sous sa férule, la France nous en offre un exemple. Il lui a été ordonné de détruire son industrie cinématographique, ce qui a eu pour conséquence de mettre sur le pavé des milliers de travailleurs techniques et culturels ; de fermer ses fabriques et de restreindre sa production d'autos, d'a-

vions, etc., ce qui a eu encore pour effet de jeter sur le pavé des dizaines de milliers de gens employés dans ces branches d'industrie, uniquement pour que la production française ne portât pas ombrage à la concurrence capitaliste étrangère.

Obtenir des emprunts américains signifie donc en réalité devenir un vassal impotent du capital américain et des capitalistes américains. Mais cela veut dire aussi que c'est renoncer pour toujours à l'espoir d'établir et de s'assurer son propre niveau de vie et de culture plus élevé.

Nous autres, nous ne voulons pas renoncer à ce but. Aussi n'avons nous qu'une seule voie ouverte : reconstruire et transformer notre économie nationale sur notre propre travail, sur nos propres moyens, sur nos propres économies et, je n'hésite pas à le dire, sur nos propres sacrifices. Je crois nécessaire, Messieurs les membres de l'Assemblée Nationale, d'attirer expressément votre attention là-dessus.

En discutant le projet de loi sur le plan quinquennal, ne perdez pas de vue cette seule et indiscutable vérité que les plus belles phrases et les chiffres les plus pleins d'espoir du plan quinquennal ne relèveront pas par eux-mêmes notre niveau de vie.

Pour qu'il puisse être relevé, il est nécessaire de le réaliser non pas seulement dans quelques-uns, mais dans tous les secteurs de la production. Il est nécessaire d'employer à la reconstruction et à la transformation de la production du travail et de l'argent. Il est nécessaire d'accroître la productivité du travail. Il est nécessaire d'épargner dans l'industrie nationalisée et dans d'administration publique. Il est nécessaire de mettre au travail le plus grand pourcentage de gens possible et d'utiliser rationnellement leur capacité de travail. En un mot, le plan quinquennal est une question d'honneur, une question qui intéresse la capacité de travail du peuple tout entier. Nous avons aujourd'hui

une grande expérience acquise dans l'accomplissement du plan biennal. Il faut en tirer la leçon.

Pourquoi le niveau de vie ne s'est pas généralement relevé comme le prévoyait le plan biennal? Parce que ce plan n'a pas été cent pour cent réalisé dans son ensemble et dans toutes ses parties.

J'attire votre attention sur le premier chapitre de l'exposé des motifs intitulé « Bilan du plan biennal ».

Ce bilan montre que la façon dont le plan avait été établie était bonne. Les plans de production dans l'industrie ont été non seulement remplis, mais, dans la plupart des branches, ils seront dépassés.

D'après les relevés statistiques, le plan biennal de la production industrielle, industrie de l'alimentation non comprise, a été réalisé en 18 mois à 101 %, en juillet à 104,5 %, en août à 101,1 %. La tâche fondamentale de la production industrielle, à savoir d'atteindre l'indice 110 % par rapport à 1937, s'est trouvée aussi accomplie. Dès le mois de mai dernier, l'indice de la production industrielle, sans l'industrie de l'alimentation, était de 110,9 %, avec cette dernière de 105,4 %.

Il faut apprécier encore les résultats acquis dans l'extraction du charbon et la sidérurgie, où nous avons dépassé de beaucoup la production d'avant-guerre : pour la houille de 15 %, pour le lignite de 36 %, pour le fer de 2 % et pour l'acier de 20 %. Dans l'industrie métallurgique nous réalisons aussi le plan à 100 % et dans de nombreuses branches nous avons atteint un niveau supérieur à celui d'avant-guerre, comme pour les locomotives, les automobiles, les tracteurs etc. Ont également dépassé le plan les industries du cuir et du caoutchouc, de la verrerie, du papier, du bois, de la pierre, des terres et de la céramique. Celles de l'énergétique, chimique, du textile et du vêtement l'ont presque réalisé à 100 %.

On peut estimer qu'à la fin du plan biennal seront au-

dessus du niveau d'avant-guerre l'industrie minière de 18 %, l'énergétique de 133 %, la sidérurgie de 10 %, la métallurgie de 30 %, l'industrie chimique de 14 %, celle de la céramique et du caoutchouc de 4 %. Par tête d'habitant, la production industrielle sera augmentée de 22 % par rapport à l'avant-guerre.

Il en est de même dans les transports. Dans les chemins de fer, le rendement d'avant-guerre a été dépassé et cela avec un nombre réduit de locomotives, de wagons de marchandises et de voyageurs. Pour les passagers, il sera transporté un beaucoup plus grand nombre de personnes qu'avant la guerre. Dans les transports routiers, qui se maintiennent entre 40 et 60 % au-dessus du plan, le rendement d'avant-guerre sera bien dépassé.

Une moindre réalisation du plan s'est marquée dans les transports fluviaux et dans l'aviation. Les postes présentent un haut pourcentage du chiffre prévu par le plan.

Il en est tout autrement dans l'agriculture, l'alimentation et le bâtiment. Dans ces secteurs les plans n'ont pas été réalisés. Le relèvement du niveau de vie en subit les conséquences.

Si notre récolte de céréales en 1947, au lieu des 275.000 wagons prévus, n'a été que de 185.000 wagons — là-dessus il a été acheté pour le ravitaillement 65.780 wagons de céréales panifiables, au lieu de 105.920 l'année précédente — l'on comprend que les distributions prévues par le plan n'ont pu être maintenues, non plus que le niveau de vie. Si, malgré cela, nous n'avons pas eu à souffrir de la faim, nous le devons uniquement à l'aide généreuse de notre alliée, l'Union des Républiques Soviétiques et Socialistes et à notre production industrielle qui, en remplissant et en dépassant dans bien des cas le plan, nous a permis de combler la lacune de la production agricole, en exportant davantage, nous fournissant ainsi la possibilité d'importer des denrées alimentaires.

Pires encore que dans la production des céréales ont été pour nous les conséquences de la non-réalisation du plan dans la production animale. Au lieu des 80.000 tonnes prévues par le plan, il n'a été produit dans la première moitié de 1948 que 46.327 tonnes de viande de bœuf, soit seulement 58 %. Pour la viande de porc, au lieu de 133.000 tonnes, nous n'en avons eu que 71.382 soit 54 %. La production de lait, au lieu de 16.000.000 d'hectolitres, n'en a fourni que 10 millions, soit 62 %. Les fléchissements qui se sont marqués ici n'ont pu être compensés par les importations de viande et de graisses, quelque ampleur qu'elles aient prises.

La perte subie dans la production agricole est estimée environ à 15 milliards de Kčs.* Il va de soi qu'une telle déficience ait dû exercer une influence défavorable sur le rationnement et le niveau de vie.

Il en est de même dans le bâtiment. Si le plan en 1947 n'a été réalisé que jusqu'à concurrence de 70 % et même dans la construction des logements que pour 47 % et qu'au lieu des 61.000 logements projetés, il n'en ait été construit que 29.000, l'on comprend que la crise du logement n'ait pu être diminuée, mais qu'au contraire elle ait augmenté. Il est certain que l'on peut invoquer diverses excuses pour cette carence dans les secteurs en question. On peut alléguer l'inclémence du temps, l'insuffisance de matériaux, de main-d'œuvre etc. Mais on ne saurait se dissimuler qu'un grand rôle a été joué ici par le fait que les éléments capitalistes privés, qui prévalent dans ces secteurs, ont eu une grande part et une grande responsabilité dans le non-accomplissement du plan.

Il est indiscutable que c'est sur cette lacune et sur les troubles graves qui en résultaient pour notre économie que comptait pour forger ses plans subversifs notre réaction

---

* couronnes tchécoslovaques.

capitaliste avide de bouleversements. Les milieux qui se sont le plus employés pour que la crise causée par la mauvaise récolte fût encore intensifiée le plus possible par les sabotages, le marché noir et le refus de fournitures, s'imaginaient et spéculaient que la misère et la faim, suites de la mauvaise récolte et de leurs sabotages, pourraient être utilisées par eux dans leurs buts criminels d'incendiaires.

Ils n'y ont pas réussi. Et ils n'y ont pas réussi justement parce que la planification s'est avérée bonne et avantageuse dans ses fondements. Les dommages qui nous ont été causés, à notre production agricole et à notre ravitaillement, par la mauvaise récolte, l'action subversive de la réaction et le sabotage, la cupidité du capitalisme privé et le marché noir, ont pu être compensés et l'ont été en grande partie par un redoublement d'énergie au travail et par les efforts des travailleurs volontaires dans les villes et dans les campagnes.

Nous avons souffert de bien des manques, mais nous n'avons pas été la proie de la faim, de la misère, ni du désespoir. Alors que s'achève le plan biennal, le niveau de vie de notre peuple et notamment celui du peuple qui travaille, est, malgré les coups portés par la mauvaise récolte et le sabotage, bien plus élevé qu'il ne l'était au moment de la plus grande récolte et de la surabondance sous l'empire de l'ancienne économie capitaliste.

Il n'y a pas chez nous de chômeurs. Sous la première République, quatre ans après la guerre mondiale, en janvier 1922, on comptait 112.323 chômeurs, en décembre de la même année déjà 436.710.

Demandez-vous quel était le niveau de vie de ce demi-million d'hommes, d'ouvriers et d'employés qui voulaient travailler, mais ne trouvaient pas de travail? Quel était le niveau de vie de leurs enfants et de leur famille? Quelles étaient leurs attributions de viande, de graisses et de pain?

Chez nous, il n'y a aujourd'hui, à une époque de pénurie,

ni mendiants ni dépenaillés. Sous la première République, au moment du plus grand développement économique, nous tombions sur des gens en haillons à tous les coins de rue et les mendiants ne cessaient pas de sonner aux portes.

Combien de travailleurs, dans la troisième année d'après-guerre, jouissaient-ils d'un congé pleinement payé et quelle en était la durée? Combien de travailleurs pouvaient se permettre, dans la troisième année d'après-guerre, d'aller se reposer dans une villégiature, dans une ville d'eaux, voire à la mer? Chez nous, tout travailleur bénéficie d'un congé payé, y compris les gens de maison. Cette année en Tchécoslovaquie 200.000 travailleurs ont participé aux actions de vacances et de récréation entreprises par le SČM* et le ROH.**

Je ne veux pas énumérer toutes les différences qui existent entre l'ancien régime et le nouveau. Nous pouvons sans exagération non seulement affirmer, mais prouver par les faits que le niveau de vie de nos travailleurs, en dépit de toutes les difficultés, de tous les obstacles et inconvénients dont nous ne dénions pas l'existence et qu'il faudra bien surmonter, s'est considérablement relevé. Il s'est relevé parce que nous avons fait la première brèche dans l'ancienne exploitation capitaliste de l'homme par l'homme, parce que nous avons nationalisé la plus grande partie de la production et qu'en conséquence nous avons pu nous mettre à jeter les fondements d'une économie planifiée.

Les résultats du plan biennal nous montrent clairement que l'économie planifiée avec nationalisation de la production aboutit à un succès et donne de bons résultats. De même, tout nous montre que sur le champ de la production privée, la planification échoue et se heurte à de grands

---

* Union de la Jeunesse Tchécoslovaque.

** Mouvement Syndical Révolutionnaire.

obstacles et de grands inconvénients. La raison en est que le contrôle y est plus difficile et que les éléments capitalistes réactionnaires peuvent y exercer beaucoup plus leur influence saboteuse et délétère que sur le champ de la gestion nationalisée.

Les menées délétères des éléments capitalistes réactionnaires peuvent, comme il s'est avéré, nous causer de graves difficultés même dans l'exécution de plans fort bien dressés et provoquer des dommages et des troubles, qui bien que passagers, n'en sont pas moins sensibles.

Cette expérience, nous la faisons en voyant le plan biennal se réaliser dans les secteurs en grande majorité nationalisés et des plans non-réalisés dans les secteurs où les éléments capitalistes privés prévalaient encore ou gouvernaient une partie importante de la production. Les connaissances acquises au cours de l'exécution du plan biennal sont aujourd'hui pour nous un guide précieux en élaborant le plan quinquennal et devront être pour nous un indicateur plus précieux encore dans son exécution pratique.

Il faut s'en rendre clairement compte : si le plan quinquennal doit s'accomplir et si les buts qu'il se propose doivent être atteints, nous devons à cette fin mobiliser les forces et les moyens nécessaires. Le plan quinquennal prévoit de 1948 à 1953 un accroissement graduel du revenu national de 48 %, c.-à-d. de toute une moitié en plus de ce qu'il est aujourd'hui.

Si l'on veut obtenir cet accroissement, si les plans tendant à relever le niveau matériel et culturel du peuple doivent être réalisés, il est nécessaire d'augmenter le volume de la production industrielle au total de 57 %. Dans les diverses branches, la production doit s'accroître de la façon suivante : dans la métallurgie de 93 %, dans les mines de 35 %, dans l'énergétique de 52 %, dans la sidérurgie de 49 %, dans l'industrie chimique de 62 %, dans la verrerie de 12 %, dans l'industrie de la pierre, des terres

et de la céramique de 59 %, dans l'industrie travaillant le bois de 26 %, dans l'industrie du textile et du vêtement de 68 %, dans l'industrie du papier de 41 %, dans l'industrie du cuir de 43 %, dans la sucrerie de 17 %, dans la distillerie de 6 %, dans la brasserie de 68 %, dans la meunerie de 30 % et dans l'industrie de l'alimentation de 79 %. Il est nécessaire d'augmenter le volume de la production agricole de 16 %, par rapport à la mauvaise année de 1947 de 37 %, et celui de la production dans le bâtiment doit l'être de 130 % pour réaliser le plan.

Ces chiffres indiquent déjà par eux-mêmes l'importance des tâches que nous impose le plan quinquennal. Et pourtant elles doivent être nécessairement accomplies, si le niveau matériel et culturel du peuple doit se relever dans la mesure que prévoit la loi proposée dans sa troisième partie.

En même temps, je fais remarquer que toutes les tâches qui sont énumérées dans le domaine des services sociaux, sanitaires, culturels et éducatifs ainsi que du niveau matériel, sont loin de représenter l'accomplissement de tout ce qui est réclamé de bien des côtés et de ce qui à vrai dire devrait être fait. Les membres de notre Conseil Economique et de notre Commission de Planification pourraient nous informer du nombre des demandes justifiées qui se sont amoncelées et du nombre de celles qui, bien que leur importance ait été reconnue, n'ont pu être comprises et ne peuvent être réalisées dans le plan quinquennal. Vous-mêmes, en discutant cette loi dans les commissions de l'Assemblée Nationale, vous vous heurterez à ces difficultés.

Si vous vous laissez entraîner par les intérêts étroits de votre milieu, de votre branche, de votre région ou de votre endroit, vous n'apporterez pas une solution au problème qui vous est confié. Il n'est pas possible dans une période de cinq ans d'édifier tout ce qu'il serait nécessaire

d'édifier, ce que nous voudrions édifier et ce qui depuis longtemps devrait l'être. Tout ce qui a été négligé pendant des dizaines d'années ne peut être remis en état en un tournemain.

Aussi notre plan quinquennal n'est-il pas un plan définitif, qui fera universellement disparaître toutes les douleurs et tous les défauts existants. C'est un plan de transformation et de reconstruction de notre production, afin d'en supprimer les souffrances les plus criantes, mais surtout afin de jeter les bases et les possibilités fondamentales pour que notre beau pays et toutes les installations qu'il contient, tendant à assurer notre peuple au point de vue matériel, social, sanitaire et culturel, puissent être graduellement améliorés, afin qu'il soit enfin possible d'y vivre véritablement heureux, dans la joie et le contentement.

C'est pourquoi le rôle le plus important du plan quinquennal sera de mobiliser largement la main-d'œuvre et d'accroître la productivité du travail.

On peut nous objecter que c'est là une vieille chanson, une rengaine, dont on nous rebat les oreilles depuis trois longues années.

Oui, chers amis, nous répétons cette chanson depuis trois longues années et nous y insisterons et la répéterons aussi longtemps que nous n'aurons pas convaincu, rééduqué et, je ne crains pas de le dire, contraint tout le monde à se graver dans le cœur cette chanson sur la nécessité du travail, et aussi à la réaliser. Aussi longtemps que nous n'arriverons pas à convaincre et à rééduquer ceux qui ne veulent pas comprendre, que nous ne les forcerons pas à travailler et à remplir leur devoir, nous nous heurterons à des obstacles et nous ne serons pas à même de réaliser à cent pour cent nos plans d'édifier une société nouvelle et d'assurer à demeure à tous les travailleurs un niveau de vie convenable.

Aujourd'hui, nous donnons à tous le droit au travail. Ce droit est garanti par la Constitution et nous avons liquidé le chômage. Mais tout droit entraîne avec lui des devoirs. Le droit au travail implique le devoir de travailler. Ceux qui se dérobent à ce devoir doivent être contraints de le remplir.

Ce n'est pas là une punition, ni la terreur, ni de la violence. C'est le droit libre et démocratique de l'Etat qui garantit le droit au travail d'exiger d'un chacun qu'il remplisse sans conditions son obligation de travailler.

Aujourd'hui nous donnons et nous assurons à un chacun le droit à l'existence. Nous lui garantissons un salaire, des distributions de denrées et le bénéfice de mesures sociales. Mais nous imposons à tous le devoir d'observer l'ordre dans la République, de ne pas troubler la paix, de contribuer à la reconstruction paisible de l'Etat et de défendre la République. La démocratie populaire ne veut pas dire qu'il faut donner à l'individu la liberté et le droit de commettre des crimes au détriment de la nation. C'est un crime aujourd'hui que de s'allier avec l'ennemi, de répandre de fausses nouvelles dans le but de provoquer la panique, de ne pas travailler quand il est nécessaire de le faire, de faire du marché noir et de refuser de fournir au marché des marchandises qui sont absolument nécessaires pour assurer le ravitaillement de la population, de ne pas livrer les contingents fixés lorsque la nature nous a donné une bonne récolte, de dissiper inutilement le temps de travail pour lequel on est payé, de ne pas remplir les devoirs et les obligations que les relations de travail et de service nous imposent.

Si nous parlons ensuite de la nécessité d'accroître la productivité du travail, ils sont dans l'erreur tous ceux qui croient que la question de cet accroissement ne concerne que les ouvriers, qu'il ne dépend que des ouvriers que déjà l'on travaillât. Cela est faux. La question de l'accroisse-

ment de la productivité du travail est une question qui concerne tout le monde, toute la nation. Nous avons besoin de ce relèvement non seulement dans les usines, mais encore dans les bureaux, dans l'agriculture et dans le commerce. Pensez-vous que la productivité du travail n'est pas diminuée, n'est pas sapée par le commerçant qui toute la sainte journée baguenaude et se contente de se plaindre et de piailler qu'il n'a rien à vendre? Si au lieu de piailler, il se mettait au travail là où il en est besoin, il aurait plus tôt quelque chose à vendre.

Nous nous efforçons de tenir et de remplir toutes les promesses qui ont été faites aux larges masses de la population. Nous ne détruisons pas et ne bouleversons pas l'existence de ceux qui travaillent honnêtement et font ce qu'ils peuvent. Nous leur assurons un salaire, des appointements, des revenus et du sol. Mais nous avons toujours déclaré expressément ceci : Nous ne pouvons souffrir et ne souffrirons pas que des particuliers, soit dans leur travail, leur service, leur commerce, leur métier, leur entreprise ou dans l'agriculture, placent leurs intérêts égoïstes et visant au lucre au-dessus de l'intérêt de l'ensemble et que pour leur avantage personnel, ils portent atteinte à celui de tous. Nous trouverons les moyens de défendre contre les éléments subversifs, les mercantis, les semeurs de panique et les traîtres notre République démocratique et populaire, l'accomplissement du plan quinquennal et la voie qui mène au socialisme.

Pour reconstruire notre économie nationale, nous avons besoin de travailler, pour travailler nous avons besoin de tranquillité et de paix, à l'intérieur et à l'extérieur. Nous employons toutes nos forces à maintenir cette tranquillité et cette paix. Nous nous efforçons de maintenir des relations amicales avec tous les peuples et des rapports d'alliance avec tous ceux qui, comme nous, sont en train d'édifier un régime démocratique et populaire, paralysent la

propagande belliciste et s'efforcent de maintenir la paix.

En reconstruisant notre économie nationale nous ne pouvons pas nous reposer sur les ressources naturelles de notre propre pays. Nous avons besoin de relations économiques, de collaboration et de commerce avec les autres contrées. Nous ne fermons à personne la possibilité de nouer avec nous des rapports économiques et commerciaux. Nous faisons du commerce avec l'Orient et l'Occident. Quiconque entretient avec nous des relations commerciales, certainement n'y perd pas.

Ce n'est un secret pour personne que dans nos relations commerciales nous rencontrons une plus grande compréhension à l'Est qu'à l'Ouest. Ce n'est pas de notre faute que, par exemple, les Etats-Unis d'Amérique freinent et entravent les livraisons qu'ils nous font, même s'il s'agit souvent de livraisons que nous avons payées en dollars d'avance. Cela peut causer certains inconvénients et difficultés, mais cela ne nous arrêtera pas dans la construction de notre économie nouvelle ni dans la voie vers le socialisme.

Cette politique d'isolation, de boycottage et de blocus économique coûte en fin de compte plus cher à ceux qui la provoquent. Aujourd'hui déjà des signes menaçants de crises économiques s'amoncellent sur leur horizon. Les événements de tous les jours nous convainquent de plus en plus clairement que nous avons bien choisi nos amis. Nos rapports économiques avec les pays à démocratie populaire et en particulier avec l'Union Soviétique en sont la meilleure preuve. Notre chiffre d'affaires augmente tant aux importations qu'aux exportations. Nos relations mutuelles économiques et commerciales sont sans cesse élargies par de nouveaux accords. Le chiffre d'affaires de notre commerce extérieur avec l'Union Soviétique atteindra l'année prochaine 20 milliards de Kčs. Le marché conclu ces jours derniers pour la fourniture de 300.000

tonnes de froment, de 25 millions de kgs de graisses et de 25 millions de kgs de viande, contribuera grandement à assurer la stabilité de nos distributions de denrées alimentaires et à améliorer notre ravitaillement. La propagande étrangère hostile et les rumeurs réactionnaires glissées dans le tuyau de l'oreille et inspirées par elle ont à nouveau frappé dans le vide. Vous connaissez les bruits insensés qui ont couru à l'étranger et chez nous à propos du voyage de notre président, M. Klement Gottwald, en Crimée : la République devait être annexée à l'Union Soviétique, elle serait entraînée dans la guerre au sujet de Berlin, le président ne retournerait pas etc. Et le président est retourné. La République tchécoslovaque est restée autonome et indépendante. Nous ne serons pas entraînés dans la guerre à propos de Berlin, car on ne se battra pas pour Berlin. Tous les espoirs des fauteurs de guerre et des spéculateurs de provoquer une psychose de guerre, de semer la panique et le trouble, afin que l'on ne puisse travailler et édifier en paix, seront déçus. Nous ne nous laisserons écarter par rien et par personne de notre chemin qui mène au calme et à la paix, de notre chemin qui mène à la reconstruction paisible, mais riche en efforts de notre économie nationale. Nous sommes en train d'achever le plan biennal. Nous allons nous mettre à la réalisation du plan quinquennal. Que la réaction intérieure et étrangère en rage comme elle le voudra, que quiconque à qui cela plaira se fasse prophète de malheur, pleure, se torde les mains et se demande en se plaignant où nous allons nous engloutir ! Nous n'en perdrons pas la maîtrise de nos nerfs pour cela. Pour réaliser le plan quinquennal, nous mobiliserons tous les bras et toutes nos possibilités financières. L'évolution chez nous poursuivra son chemin. Il ne se produira pas de catastrophe, mais nous passerons par une nouvelle étape de notre économie, vers le socialisme.

En présentant le projet de loi sur le plan quinquennal

à l'Assemblée Nationale, je vous en prie, Mesdames et Messieurs les députés, de le discuter en vous rendant bien compte de son importance, en pleine conscience de votre responsabilité ! Rappelez-vous que le peuple est l'unique source du pouvoir dans notre République de démocratie populaire ! Vous autres, représentants du peuple, vous êtes tenus d'accomplir sa volonté et de tenir la main à ce que, par les lois par vous votées, soit édifié et assuré un heureux avenir pour le peuple et pour la nation.

TEXTE DE LA LOI

LOI
N° 241
du 27 octobre 1948,
concernant le premier plan économique quinquennal pour le développement de la République tchécoslovaque
(loi sur le plan quinquennal)

L'Assemblée Nationale de la République tchécoslovaque a voté la loi suivante :

PREMIÈRE PARTIE
BUT ET TENEUR DU PREMIER PLAN ÉCONOMIQUE QUINQUENNAL

Art. 1.

(1) Au cours des années 1949 à 1953, le plan économique quinquennal (ci-après seulement « plan quinquennal ») déterminera l'activité économique. Sa teneur principale est la reconstruction et la transformation de l'économie tchécoslovaque. Son but principal est de continuer, sur la base d'une productivité accrue du travail, à relever le niveau de vie de toutes les classes du peuple laborieux des villes et des campagnes et, sur cette même base, de consolider les liens qui unissent les ouvriers, les agriculteurs, les intellectuels et les classes moyennes urbaines.

(2) Le plan quinquennal constituera un degré important dans le développement de la démocratie populaire tchécoslovaque vers le socialisme, notamment par le fait qu'il renforcera et consolidera l'industrie nationalisée et, de plus, qu'il intensifiera la mécanisation et l'électrification de l'agriculture et jettera ainsi les fondements d'une forme de production socialement plus avancée dans ce secteur économique. Les éléments capitalistes restants seront tous, en même temps, progressivement restreints et éliminés de tous les secteurs de l'économie nationale.

Art. 2.

Le but du plan quinquennal sera atteint par un plein et constant développement des forces productives, de façon que le revenu national augmente de moitié. La constance du développement de notre économie et sa résistance contre les influences des crises économiques seront assurées par la reconstruction et la transformation appropriées de cette économie, par le resserrement des rapports économiques et par la collaboration économique avec les Etats à économie planifiée. Par tout cela, se trouvera également raffermie la puissance défensive de la République.

Art. 3.

La présente loi fixe, dans ses autres parties, le plan détaillé du développement de la production dans les divers secteurs économiques (2e partie), le plan de relèvement du niveau matériel et culturel du peuple, comme résultat du développement de la production (3e partie), les conditions de réalisation du plan quinquennal (4e partie), les tâches du plan quinquennal dans les régions, en tenant particulièrement compte de la Slovaquie (5e partie), et la façon de mettre en œuvre le plan quinquennal, ainsi que le contrôle de son accomplissement (6e partie).

DEUXIÈME PARTIE

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION

SECTION I.

Développement de l'industrie et de l'artisanat

Art. 4.

La production industrielle sera intensifiée de telle sorte que sa valeur brute atteigne, en 1953, 454 milliards de Kčs* contre 288 milliards en 1948, soit 57 % de plus. En ce faisant :

a) sera notamment accéléré l'accroissement de la production surtout dans l'industrie de la fonderie, dans l'industrie métallurgique, en particulier dans la branche de la machinerie lourde, de plus, dans l'industrie minière et chimique, en même temps que sera élargie la base énergétique par la construction de nouvelles usines électriques thermiques et hydrauliques,

b) sera accrue la fabrication des matériaux de construction,

c) sera augmentée la production de machines agricoles,

d) sera élargie la production de produits de consommation.

Art. 5.

En 1953, il sera produit dans l'industrie :

a) dans la *branche minière* avant tout

houille ..... 20,8 millions de tonnes,
lignite ..... 32,2 millions de tonnes,
coke ..... 8,0 millions de tonnes,
minerai de fer brut ..... 1,4 millions de tonnes;

---

* couronnes tchécoslovaques.

la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 17,8 milliards de Kčs, contre 13,2 milliards de Kčs en 1948, soit 35 % de plus ;

b) dans la *branche de l'énergétique* avant tout

électricité ..... 11.200 millions de kWh,
gaz ..... 2.900 millions de m^3 ;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 14,1 milliards de Kčs, contre 9,3 milliards de Kčs en 1948, soit 52 % de plus ;

c) dans la *branche de la sidérurgie,* avant tout

fer brut ..... 2,7 millions de tonnes,
acier brut ..... 3,5 millions de tonnes,
fer laminé ..... 2,5 millions de tonnes ;
la valeur brute de production de toute cette branche atteindra 46,4 milliards de Kčs, contre 31,2 milliards en 1948, soit 49 % de plus ;

d) dans *la branche de l'industrie métallurgique :*

dans la section des fonderies

articles de tous genres pour ..... 7,1 milliards de Kčs,
en même temps
produits moulés ..... 0,6 millions de tonnes ;

dans la section de la machinerie lourde

articles de tous genres pour ..... 22,4 milliards de Kčs,
en même temps
locomotives 480,
wagons de chemins de fer en
unités de wagons de marchandises 7.700 ;

dans la section des machines de précision

articles de tous genres pour ..... 13,7 milliards de Kčs,
en même temps
machines à coudre ..... 155.000 ;

dans la section de la mécanique générale

articles de tous genres pour ..... 6,2 milliards de Kčs,
en même temps
machines agricoles pour ..... 2,3 milliards de Kčs,
chauffage central, installations ..
d'immeubles et articles en fer pour 1,4 milliards de Kčs;

dans la section des véhicules routiers à moteur et légers et de l'aviation

articles de tous genres pour ..... 15,4 milliards de Kčs,
en même temps
tracteurs 20.000,
camions, et voitures de tourisme
en unités-camions 24.000,
motocycles 75.000,
bicyclettes 330.000;

dans la section des autres articles en métal

articles de tous genres pour ..... 9,2 milliards de Kčs,
en même temps
articles de tôle émaillée, récipients
et ustensiles de ménage et de
cuisine ..... 19,0 millions de kgs;

dans la section de l'électrotechnique

articles de tous genres pour ..... 18,3 milliards de Kčs,
en même temps
moteurs électriques jusqu'à 25 kW 890.000,
récepteurs de TSF 300.000,
appareils téléphoniques 150.000;

la valeur brute de la production de toute la branche métallurgique atteindra 92,3 milliards de Kčs, contre 47,8 milliards de Kčs en 1948, soit 93 % de plus ;

e) dans la *branche de l'industrie chimique*, avant tout
articles de chimie lourde pour .... 7,8 milliards de Kčs,
en même temps
engrais azotés ..... 42.900 tonnes,

engrais phosphorés ..... 68.000 tonnes,
produits pharmaceutiques de tous
genres pour ..... 1,7 milliards de Kčs,
y compris remèdes de base .....309.000 kgs,
fibres artificielles ..... 18.000 tonnes,
soie artificielle ..... 11.000 tonnes,
savon ..... 53.000 tonnes;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 35,1 milliards de Kčs, contre 21,7 milliards de Kčs en 1948, soit 62 % de plus ;

f) dans la *branche de la verrerie,* avant tout
verre creux ..... 137.100 tonnes,
verre plat ..... 113.700 tonnes,
menue verrerie ..... 9.500 tonnes;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 4,6 milliards de Kčs, contre 4,1 milliards de Kčs en 1948, soit 12 % de plus ;

g) dans la *branche des matériaux de construction et de la céramique,* avant tout
ciment ..... 2,6 millions de tonnes,
briques ..... 1.300 millions,
tuiles ..... 214 millions,
chaux ..... 1,3 millions de tonnes,
porcelaine technique ..... 15 millions de kgs;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 12,1 milliards de Kčs, contre 7,6 milliards de Kčs en 1948, soit 59 % de plus ;

h) dans la *branche du papier,* avant tout
papier ..... 320.000 tonnes,
carton ..... 105.000 tonnes,
cellulose ..... 320.000 tonnes;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 9,9 milliards de Kčs, contre 7 milliards de Kčs en 1948, soit 41 % de plus;

i) dans la *branche du bois,* avant tout

bois de sciage et traverses..... 2,8 millions de m³,
meubles d'appartement pour..... 1,3 milliards de Kčs,
articles de menuiserie de
construction pour ..... 0,5 milliards de Kčs,
plaqués et contre-plaqués du
commerce pour ..... 15,2 millions m²,
boiseries en bois croisés ..... 111.500 m³;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 12,5 milliards de Kčs, contre 9,9 milliards de Kčs en 1948, soit 26 % de plus;

j) dans la *branche des textiles et du vêtement,* avant tout

filés de coton .....114.200 tonnes,
filés de laine ..... 41.800 tonnes,
filés de lin..... 12.800 tonnes,
fils de coton et de soie de ..... 2.500 tonnes de filés,
tissus de coton, de lin et de soie de 104.700 tonnes de filés,
tissus de laine ..... 30.200 tonnes de filés,
articles tricotés et de bonneterie de 25.700 tonnes de filés,
y compris bas et chaussettes..... 79,0 millions de paires,
vêtements d'homme et de
garçonnets ..... 3,8 millions,
vêtements de femme et de jeunes
filles ..... 6,9 millions,
vêtements de travail ..... 5,4 millions,
linge d'homme et de garçonnets 19,4 millions,
linge de femme et de jeunes filles 6,5 millions;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 77,4 milliards de Kčs, contre 46 milliards de Kčs en 1948, soit 68 % de plus;

k) dans la *branche du cuir et du caoutchouc,* avant tout

chaussures de cuir ..... 33,7 millions de paires,
chaussures légères de ville ..... 8,6 millions de paires,

chaussures de caoutchouc..... 30,2 millions de paires,
pneus de tous genres..... 7,4 millions;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 21,8 milliards de Kčs, contre 15,2 milliards de Kčs en 1948, soit 43 % de plus;

l) dans les *branches des arts graphiques, du gramophone et du film:*

dans la *branche des arts graphiques,* articles d'une valeur brute de 4 milliards de Kčs, contre 3,4 milliards de Kčs en 1948, soit 18 % de plus;

dans la *branche du gramophone* avant tout
disques ..... 6 millions;
la valeur totale de la production de toute la branche atteindra 660 millions de Kčs ;

dans la *branche du film,* avant tout
films pour toute la soirée 56,
films de court métrage 143;
la valeur brute de la production de toute la branche atteindra 575 millions de Kčs, contre 370 millions de Kčs en 1948, soit 56 % de plus ;

m) dans la *branche de la sucrerie,* avant tout
sucre raffiné..... 790.000 tonnes,
mélasses ..... 183.000 tonnes;
la valeur brute de la production de toute la branche atteindra 10,2 milliards de Kčs, contre 8,7 milliards de Kčs en 1948, soit 17 % de plus ;

n) dans la *branche de la distillerie,* produits d'une valeur brute de 5,6 milliards de Kčs, contre 5,3 milliards de Kčs en 1948, soit 6 % de plus ;

o) dans la *branche de la brasserie et de la malterie,* avant tout
bière ..... 11,7 millions d'hectolitres,
malt ..... 312.600 tonnes;

la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 9,6 milliards de Kčs, contre 5,7 milliards de Kčs en 1948, soit 68 % de plus ;

p) dans la *branche de la meunerie,* avant tout

produits de meunerie comestibles en froment 600.000 tonnes,
produits de meunerie comestibles en seigle 267.700 tonnes ;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 4,7 milliards de Kčs, contre 3,6 milliards de Kčs en 1948, soit 30 % de plus ;

r) dans la *branche de l'alimentation,* avant tout

graisses artificielles comestibles . . 70.000 tonnes,
beurre de laiterie . . . . . 48.700 tonnes,
lait conservé . . . . . 13.700 tonnes,
lait de consommation . . . . . 1.125 millions de litres,
fromages . . . . . 30.200 tonnes,
produits de viande pour . . . . . 2,8 milliards de Kčs ;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 61,8 milliards de Kčs, contre 34,5 milliards de Kčs en 1948, soit 79 % de plus ;

s) dans la *branche des articles de tabac et du sel,* avant tout

cigarettes . . . . . 11.700 millions,
cigares . . . . . 60 millions,
tabac à pipe . . . . . 3.700 tonnes ;
la valeur brute de la production de toute cette branche atteindra 12,8 milliards de Kčs.

Art. 6.

(1) La production et l'activité artisanales seront augmentées de façon que leur valeur brute atteigne, en 1953, 59 milliards de Kčs, contre 49 milliards de Kčs en 1948, soit 20 % de plus.

(2) Sur le chiffre de 59 milliards de Kčs, la valeur brute de la production et de l'activité artisanales atteindra dans la branche :

a) métallurgique ..... 12,9 milliards de Kčs,
b) chimique ..... 1,3 milliards de Kčs,
c) de la verrerie ..... 0,4 milliards de Kčs,
d) des matériaux de construction et de la céramique..... 1,4 milliards de Kčs,
e) du papier ..... 0,9 milliards de Kčs,
f) du bois ..... 4,8 milliards de Kčs,
g) du textile et du vêtement .. 10,6 milliards de Kčs,
h) du cuir et du caoutchouc.... 3,7 milliards de Kčs,
i) de la meunerie..... 3,8 milliards de Kčs,
j) de l'alimentation ..... 16,1 milliards de Kčs,
k) des métiers auxiliaires..... 3,1 milliards de Kčs.

(3) Le système coopératif continuera à être organisé et amélioré dans l'artisanat.

SECTION II

Développement de l'Agriculture et de la Sylviculture

Art. 7.

La production agricole sera intensifiée de telle sorte que sa valeur brute en 1953 atteindra 105 milliards de Kčs, contre 90,5 milliards de Kčs d'après le plan primitif de production pour 1948, soit 16 % de plus, et contre 76,3 milliards de Kčs d'après le plan de production réduit pour 1948, soit 37 % de plus. En même temps, notamment

a) le développement de la production animale sera accéléré,
b) la mécanisation et l'électrification de l'agriculture seront continuées,
c) il sera rendu possible aux agriculteurs de se servir de semences et de plants améliorés et il leur sera

assuré en quantité suffisante du fourrage et des engrais artificiels,

d) les installations pour l'utilisation des eaux seront complétées et les superficies couvertes de viviers agrandies,

e) les coopératives agricoles sous toutes leurs formes seront encouragées.

Art. 8.

Dans l'agriculture, il sera obtenu en 1953

a) *dans la production végétale*

avec les superficies emblavées d'après le plan et les rendements à l'hectare qui y sont prévus, avant tout, une production

de froment de ..... 1,5 million de tonnes,
de seigle et de méteil de ..... 1,0 million de tonnes,
d'orge de ..... 1,3 million de tonnes,
d'avoine de ..... 1,1 million de tonnes,
de maïs de..... 0,3 million de tonnes,
de légumineuses de ..... 65.000 tonnes,
de pommes de terre de..... 9,7 millions de tonnes,
de betteraves à sucre de ..... 5,5 millions de tonnes,
de plantes oléagineuses de ..... 69.000 tonnes,
de trémois pour la graine de.....119.000 tonnes,
de fourrage en unités foin de.... 12,8 millions de tonnes ;

la valeur brute de toute la production végétale atteindra 55,2 milliards de Kčs, contre 49,5 milliards de Kčs en 1948, soit 11 % de plus ;

b) *dans la production animale*

avec l'effectif du plan et l'utilisation d'après le plan des animaux domestiques, avant tout, une production

de bêtes à cornes de boucherie,
poids vif, de .....366.000 tonnes,
de porcins d'abattage, poids vif, de 498.000 tonnes,

de lait de .....47 millions d'hectolitres,
d'œufs de ..... 2 milliards d'unités;
la valeur brute de toute la production animale atteindra 49,8 milliards de Kčs, contre 26,8 milliards de Kčs en 1948, soit 86 % de plus.

Art. 9.

Dans l'exploitation forestière, il sera produit jusqu'à la fin de l'année 1953 55 millions de stères de bois non-équarri d'une valeur de 18,8 milliards de Kčs, à savoir :

	à conifères	essences feuilleux
bois non-équarri	40,0 millions de st.	15,0 millions de st.
dont :		
rondins	24,0 millions de st.	3,2 millions de st.
traverses	0,02 million de st.	1,6 million de st.
bois de mines	3,4 millions de st.	—
bois d'œuvre	7,7 millions de st.	1,1 million de st.
lattes	0,6 million de st.	0,2 million de st.
autre bois cordé :		
bois d'usage	0,1 million de st.	0,4 million de st.
bois de chauffage	4,18 millions de st.	8,5 millions de st.

En même temps

a) il sera notamment pourvu au renouvellement des taillis et à l'afforestation des terrains non-plantés,

b) il sera introduit l'aménagement sélectif et les forêts en haute futaie domineront sur les forêts en taillis et les peuplements mélangés sur les peuplements purs,

c) les sols forestiers épuisés seront améliorés et les dommages causés aux forêts par leur exploitation pendant la guerre seront réparés,

d) la mécanisation de l'abattage et du débardage du bois sera continuée et le réseau des chemins et laies sera agrandi.

SECTION III.

Développement du bâtiment

Art. 10.

(1) La production dans le bâtiment sera intensifiée de telle sorte que sa valeur brute en 1953 atteindra 46 milliards de Kčs. En même temps

a) sera notamment encouragée la transformation progressive de la production actuelle dans le bâtiment en production industrielle, mécanisée le plus possible et utilisant les matériaux de construction fabriqués en masse, en particulier les pièces de construction en ciment et en acier, afin d'assurer pleinement la réalisation des reconstructions, constructions et transformations prévues par le plan dans tous les secteurs de notre économie,

b) il sera introduit et pleinement développé la fabrication des pièces de construction, de façon qu'elle atteigne, en 1953, 1,3 million de tonnes d'une valeur de 1,2 milliard de Kčs.

(2) Dans la période du plan quinquennal, la production dans le bâtiment atteindra la valeur totale de 176,9 milliards de Kčs, dont environ 135 milliards de Kčs pour les nouvelles constructions.

(3) Sur la somme de 176,9 milliards de Kčs il sera procédé à des constructions pour une dépense totale

a) pour l'industrie et l'artisanat de ..... 44,6 milliards de Kčs,
b) pour l'agriculture de..... 11,8 milliards de Kčs,
c) pour le bâtiment de..... 0,7 milliard de Kčs,
d) pour les transports de..... 23,1 milliards de Kčs,
dont pour les postes..... 1,2 milliard de Kčs,
e) pour le commerce et le tourisme de ..... 1,9 milliard de Kčs,

f) pour le logement de..... 39,3 milliards de Kčs,
g) dans les buts sociaux, sanitaires et culturels de .... 14,4 milliards de Kčs,
dont pour les buts sociaux .. 4,3 milliards de Kčs,
pour les buts sanitaires et de l'assurance nationale ..... 5,0 milliards de Kčs,
pour les buts culturels..... 5,1 milliards de Kčs,
h) pour les ponts et chaussées, le régime des eaux et autres administrations publiques de 41,1 milliards de Kčs.

SECTION IV.

Développement des transports

Art. 11.

Le rendement des transports sera augmenté de telle sorte qu'il sera au total en 1953 de 40 % supérieur à ce qu'il est en 1948. En même temps, il sera rendu possible, notamment par une division bien étudiée du trafic entre les diverses branches des transports, en particulier entre la route et le rail, que le rendement réponde aux besoins d'une activité économique accrue.

Art. 12.

Dans les diverses branches des transports, le rendement sera augmenté de façon que, en 1953,

a) *dans les transports ferroviaires*

le *trafic des marchandises* atteigne 17 milliards de tonnes-kilomètres nets, de sorte que le rendement par rapport à 1948 augmente de 39 %, qu'il soit transporté 100 millions de tonnes de marchandises et que ce trafic atteigne 56 millions de trains-kilomètres ;

le *transport des personnes*, dans la traction à vapeur, atteigne 70 millions de trains-kilomètres, de

sorte que le rendement augmente de 11 % par rapport à 1948 et, dans la traction à moteur, 32,6 millions de trains-kilomètres, de sorte que le rendement par rapport à 1948 augmente de 80 % ; par là le rendement dans le transport des voyageurs par chemin de fer sera de 27 % supérieur à celui de 1948 ;

b) *dans les transports urbains*
il sera transporté 1.075 millions de personnes, de sorte que le rendement par rapport à 1948 sera augmenté de 19 % et il sera parcouru 104 millions de kilomètres ;

c) *dans les transports routiers*
le *trafic des marchandises* atteindra 441 millions de tonnes-kilomètres nets, de sorte que le rendement par rapport à 1948 augmente de 39 %, il sera transporté 26,3 millions de tonnes de marchandises et il sera parcouru 224 millions de kilomètres ; les *transports de voyageurs* atteindront 307 millions de personnes, de sorte que le nombre des personnes transportées augmentera par rapport à 1948 de 36 % et il sera parcouru 127 millions de kilomètres ;

d) *dans les transports par voie fluviale*
le rendement augmentera par rapport à 1948 de 70 % ;

e) *dans les transports par air*
il sera parcouru 13,6 millions de kilomètres, de sorte que le rendement dans la navigation aérienne augmentera de 120 % par rapport à 1948.

Art. 13.

Dans les communications postales, dans la période du plan quinquennal,

a) il sera nouvellement rattaché au réseau téléphonique de l'Etat,
6155 communes, de sorte que le nombre des com-

munes desservies en 1953 sera de 61 % supérieur à celui de 1948,

120.000 postes téléphoniques principaux, de sorte que leur nombre en 1953 sera de 54 % supérieur à celui de 1948 ;

b) la construction de postes téléscripteurs sera continuée ;

c) la mécanisation et la motorisation de l'exploitation seront continuées.

SECTION V.

Développement du commerce intérieur

Art. 14.

Le commerce intérieur organisé de façon rationnelle et économique, s'appuyant notamment sur les formes de distribution socialement plus avancées, assurera la circulation des biens dans la mesure qui correspondra au développement de l'économie envisagé. Il sera dirigé suivant un plan, de façon à assurer une distribution continue des produits de consommation notamment à la population qui travaille, à étendre et à améliorer systématiquement les services qu'il lui rend.

TROISIÈME PARTIE

RELÈVEMENT DU NIVEAU MATÉRIEL ET CULTUREL DU PEUPLE

Art. 15.

(1) Le but poursuivi par le développement de toute espèce de production d'après le plan quinquennal est de relever le niveau matériel et culturel du peuple, de sorte que ses facultés mentales et physiques puissent s'épanouir le plus possible.

(2) En même temps, la consommation, les salaires et les revenus en général, ainsi que les prix seront planifiés de telle sorte que le niveau de vie du citoyen se relève en proportion de son rendement et de ses mérites.

(3) Serviront au relèvement du niveau matériel et culturel du peuple

a) une augmentation de la consommation sociale, c.-à-d. une extension et une amélioration des services sociaux rendus par l'administration publique, y compris la prévoyance sociale, sanitaire, les services de la culture et de l'éducation (art. 16 à 18),

b) une augmentation de la consommation individuelle, c.-à-d. un accroissement progressif de la quantité et l'amélioration de la qualité des produits de consommation destinés au marché intérieur ainsi que des services rendus (art. 19 et 20).

(4) La consommation sociale et privée totale, dans laquelle se manifeste de façon immédiate le relèvement du niveau de vie, sera augmentée au cours de la période couverte par le plan quinquennal par rapport à 1948, en moyenne par tête de 35 %, à condition que s'accroisse conformément au plan la productivité du travail (art. 21).

SECTION I.

Augmentation de la consommation sociale

Art. 16.

Prévoyance sociale

(1) Afin d'assurer pleinement le développement de la capacité de travail de la population et augmenter par là son niveau de vie, la prévoyance sociale continuera à être développée en agrandissant les installations sociales existantes et en en créant de nouvelles ; en même temps, elle sera améliorée et rationalisée.

(2) Jusqu'à la fin de 1953, il sera notamment rendu possible par rapport à 1948,

dans la prévoyance en faveur des femmes qui travaillent:

a) de placer dans les crèches 15.400 enfants de plus, dans les asiles permanents 6.375 enfants de plus;
b) de nourrir dans les cantines des écoles 180.000 enfants de plus;
c) de laver dans les blanchisseries coopératives 11 millions de kgs de linge de plus;

dans la prévoyance en faveur de l'adolescence qui travaille:

de loger dans les foyers de la jeunesse 50.000 personnes de plus;

dans la prévoyance relative au rétablissement de la santé:

de loger dans les centres de convalescence
200.000 enfants de plus,
48.000 adolescents-travailleurs de plus,
300.000 adultes de plus;

dans la prévoyance en faveur de la jeunesse hospitalisée:

d'augmenter le nombre des lits
dans les foyers d'enfants de 3.500,
dans les internats des écoles auxiliaires de 240,
dans les établissements pour la jeunesse affligée d'un défaut physique, de ..... 1.030.

(3) L'assurance nationale permettra

a) d'assurer en principe à tous les citoyens des soins médicaux et de rapprocher ces derniers d'un niveau correspondant à l'état de la science médicale moderne, en même temps, pour remplir cette tâche, il sera affecté, en 1953, 9,5 milliards de Kčs, contre 4,3 milliards de Kčs en 1948, soit 121 % de plus,

b) d'assurer à toutes les personnes qui, sans qu'il y ait de leur faute, seront incapables de travailler, un niveau de vie plus convenable ; en même temps, pour l'accomplissement de cette tâche, il sera affecté, en 1953, 22,8 milliards de Kčs, contre 12,5 milliards de Kčs en 1948, soit 82 % de plus,

c) de tenter, par une intensification systématique des soins médicaux, de diminuer les pertes de la production résultant de l'incapacité de travail,

d) de contribuer à diminuer les pertes dans la production en rendant plus accessibles aux assurés qui travaillent les services de l'assurance nationale, notamment en créant des succursales des instituts d'assurance départementaux en dehors des villes où ces derniers ont leur siège.

(4) En outre, il sera pris soin davantage et plus systématiquement, notamment

a) de l'instruction dans la politique sociale des travailleurs, de leur éducation au travail, de leur rééducation, de leur formation professionnelle, de leur formation spécialisée (stage) et de leur formation pour de nouveaux emplois,

b) d'équiper rationnellement et hygiéniquement les lieux de travail,

c) de construire suivant un plan les installations techniques et sanitaires de protection, d'établir un contrôle d'Etat homogène sur la sécurité au cours des travaux de tout genre, d'augmenter le nombre des techniciens de la sécurité, des médecins d'usine et des autres membres du personnel affecté aux soins de santé et à la prévoyance sociale dans les entreprises, ainsi que de faire connaître aux travailleurs la protection contre les accidents,

d) d'améliorer les transports pour se rendre au travail,

e) d'augmenter le nombre des personnes prenant leurs repas dans les cantines d'entreprises,

f) d'accroître les soins hospitaliers en faveur des personnes très âgées, des personnes incapables de travailler et de celles affligées d'un défaut physique.

Art. 17.

Soins d'hygiène

(1) On s'efforcera d'améliorer l'état de santé de la population par des soins préventifs et curatifs conformes à un plan ; notamment

a) il sera créé 119 centres d'hygiène (régionaux, départementaux et des succursales dans les circonscriptions sanitaires), 51 ambulatoria de l'assurance nationale (régionaux, départementaux et succursales), 129 instituts d'hygiène nationale (régionaux, départementaux et succursales),

b) il sera installé 7800 lits dans les hôpitaux et les établissements de traitement spéciaux,

c) il sera construit 14 établissements pour les nourrissons avec un nombre de 800 lits pour les nourrissons et de 360 pour les mères,

d) le nombre des lits dans les maisons de convalescence et preventoriums (instituts de calmettisation) seront augmentés de 730,

e) l'institut de Janské Láznĕ pour le traitement de la paralysie infantile sera agrandi de 80 lits et il sera construit un autre établissement comprenant 100 lits,

f) il sera créé 8 instituts vétérinaires de recherches et d'inspection et les établissements existants seront complétés,

g) le nombre des médecins sera augmenté de 5.350, des assistantes d'hygiène sociale de 2.800, des infirmières de 5.870, des sages-femmes de 1.270 et celui des autres travailleurs sanitaires de 3.300.

(2) Il sera encore pris soin de la santé de la nation dans les secteurs de l'hygiène publique, de l'épidémiologie, des autres services de protection de la santé, de l'instruction de la population dans l'hygiène, de la bonne distribution des travailleurs sanitaires, de la fabrication et la distribution des remèdes, des mesures d'hygiène dans le domaine de l'alimentation et du service vétérinaire.

Art. 18.

Services de la culture et de l'éducation

(1) Le niveau culturel du peuple sera relevé par les soins apportés conformément au plan à l'instruction et à l'éducation, favorisés par l'extension des institutions culturelles existantes et la création de nouvelles. En même temps, notamment

a) *dans le domaine de l'enseignement*

le nombre des classes sera augmenté de 3.700,

b) *dans le domaine de la science, des arts et des monuments de la culture,*

on continuera de construire et d'installer des bibliothèques scientifiques, des musées, des galeries, des théâtres et des salles de concert,

c) *dans le domaine de l'éducation populaire,*

il sera construit ou adapté 58 centres d'éducation populaire et 62 salles servant au même but, il sera créé de nouvelles bibliothèques ambulantes,

d) *dans le domaine du film,*
le nombre des salles de cinéma sera augmenté de 1380,

e) *dans le domaine de la radiodiffusion*
on continuera de construire et d'aménager deux bâtiments de radiodiffusion ; il en sera construit deux nouveaux et il sera créé des centres pour les émetteurs à ondes courtes et longues,

f) *dans le domaine des institutions culturelles dans les entreprises,*
il sera créé des bibliothèques, des cinémas d'entreprise et des installations de culture physique.

(2) Pour encourager la culture physique, l'Ecole supérieure de culture physique Tyrš sera complétée et il sera créé 1000 salles de gymnastique, 2700 terrains d'exercices et de jeux, 40 piscines et 15 centres de culture physique.

SECTION II.

Augmentation de la consommation privée

Art. 19.

Consommation de denrées alimentaires

(1) Il sera tenu la main à ce que le peuple soit suffisamment et convenablement alimenté, grâce à un accroissement progressif de la quantité et à une amélioration de la qualité des denrées alimentaires sur le marché intérieur. En même temps, sera augmentée notamment la consommation des aliments de la plus grande valeur, comme lait, graisses, viande de porc, œufs, fromages et pain blanc.

(2) Sur le marché intérieur il sera mis en vente en 1953, par rapport à 1948, notamment un surplus
de graisse brute de ..... 67 mille tonnes,

de lait et de produits de laiterie, en unités lait de ..... 22,5 millions d'hectolitres,
de viande de ..... 289 mille tonnes,
d'oeufs ..... d'un milliard,
de sucre de ..... 206 mille tonnes,
de farine de froment de ..... 194 mille tonnes.

(3) Le service de la vente des aliments dans les cantines des écoles et des entreprises, ainsi que le réseau de ces cantines seront étendus davantage.

Art. 20.

Autres consommations privées

(1) Il sera tenu la main à ce qu'il soit paré aux besoins vitaux de la population en augmentant progressivement la quantité des autres biens de consommation destinés au marché intérieur et en améliorant systématiquement leur qualité.

(2) Il sera vendu en 1953 sur le marché intérieur, par rapport à 1948, notamment un surplus
de tissus de laine du poids en filé de ..... 9.700 tonnes,
de tissus de coton du poids en filé de ..... 25.660 tonnes,
de tissus de soie et de demi-soie de 27,4 millions de mètres,
de chaussures de ..... 14,3 millions de paires,
des principales espèces d'articles en métal d'une valeur de ..... 2,6 milliards de Kčs,
de meubles d'une valeur de ..... 1 milliard de Kčs,
de verre d'usage d'une valeur de.. 270 millions de Kčs.

(3) Il sera pris soin de relever le niveau des conditions de logement en recouvrant de nouvelles constructions ou de reconstructions 9,7 millions de mètres carrés de nouvelles superficies pour le logement.

QUATRIÈME PARTIE

CONDITIONS POUR LA RÉALISATION DU PLAN QUINQUENNAL

SECTION I.

Accroissement de la productivité du travail, et de la rationalisation de la production

Art. 21.

Productivité du travail

(1) La réalisation du plan quinquennal exige un accroissement de responsabilité et d'initiative chez chaque travailleur et dans les masses, ainsi qu'une augmentation de la productivité du travail. La productivité du travail augmentera de 32 % dans l'industrie, de 53 % dans le bâtiment, de 20 % dans l'agriculture et dans la sylviculture, et de 30 % dans les transports.

(2) L'organisation syndicale unique, les éléments qui la composent et les dirigeants des entreprises et établissements, des autorités et des institutions veilleront, en une constante coopération, à une augmentation du rendement du travail, en particulier

a) en faisant l'instruction des travailleurs en économie politique,
b) en encourageant les initiatives créatrices des travailleurs,
c) en étendant et intensifiant la concurrence dans le travail au sein des entreprises et entre entreprises,
d) en recherchant systématiquement les travailleurs capables, pour les former à pouvoir remplir des postes plus responsables, notamment ceux de dirigeants,

e) en perfectionnant les normes de rendement et en passant à des tâches progressives,
f) en employant de nouvelles méthodes de travail,
g) en améliorant l'organisation du travail d'après les principes de sa direction scientifique,
h) en améliorant pour les travailleurs les installations de protection technique et sociale ainsi que les installations sanitaires,
i) en s'efforçant de supprimer les absences et un flottement peu désirable chez les travailleurs.

Art. 22.

Accroissement du nombre des travailleurs

(1) Tous les citoyens tchécoslovaques participeront dans la même mesure par leur travail à l'accomplissement des tâches imposées par le plan quinquennal. Dans toutes les entreprises, administrations et services, il ne sera occupé que le nombre indispensable de travailleurs dans des postes adéquats et en utilisant pleinement les heures de travail.

(2) Pour remplir les programmes de production du plan quinquennal, le nombre des travailleurs dans toute l'économie nationale sera augmenté de 5,6 % par rapport à 1948 ; dans l'industrie, leur nombre sera augmenté de 18,5 % et dans le bâtiment de 50 %.

(3) On se procure de nouveaux travailleurs, notamment
a) en mettant systématiquement au travail les jeunes,
b) en augmentant le nombre des femmes travaillant dans les professions,
c) en mettant au travail les personnes qui ne travaillent pas encore,
d) en favorisant la réimmigration,
e) en mettant au travail les personnes dont la capacité de travail est diminuée,

f) en utilisant la main-d'œuvre dans les régions économiquement faibles, en lui offrant des possibilités de travail dans ces régions,

g) en utilisant dans les buts du plan quinquennal la main-d'œuvre en surplus ou dont on peut se passer.

(4) La formation de la jeunesse sera, entre autres, résolue d'une façon plus progressiste, surtout en multipliant les établissements spéciaux de formation, qui seront l'un des moyens de constituer des réserves de main-d'œuvre.

Art. 23.

Matières premières, auxiliaires et énergie

(1) Les besoins en matières premières, auxiliaires et en énergie pour accomplir les tâches imposées par le plan, seront couverts en accroissant, en même temps, sans cesse la rationalisation dans leur consommation.

(2) La rationalisation de la consommation des matières premières, auxiliaires et de l'énergie sera intensifiée notamment

a) par un contrôle systématique de l'état technique où se trouvent les installations par lesquelles sont traitées ou consommées, le cas échéant distribuées, les matières premières, auxiliaires et l'énergie,

b) en diminuant systématiquement les pertes dans la consommation des matières premières, auxiliaires et de l'énergie, en diminuant le nombre des déchets et des malfaçons,

c) par un choix convenable et rationnel des matières premières et auxiliaires, ainsi que des matières artificielles, d'après les normes d'utilisation obligatoires pour les diverses espèces de matières premières, auxiliaires et d'énergie,

d) en maintenant des réserves de matières premières et auxiliaires conformément à des normes obligatoires,

e) en organisant le ramassage et la pleine utilisation des matières premières ramassées, des vieux matériaux et autres déchets,
f) en utilisant pleinement toutes les sources locales de matières premières et auxiliaires et d'énergie,
g) en supprimant les transferts non-rationnels de matières premières, auxiliaires et d'énergie du lieu d'extraction ou de production au lieu de consommation,
h) par la planification, la régularisation et le contrôle de la qualité,
i) en prenant systématiquement soin des appareils de mesure et de contrôle et des accessoires.

SECTION II.

Investissements

Art. 24.

(1) Pour assurer le développement de l'économie nationale au cours de la période couverte par le plan quinquennal, il sera procédé à des investissements dont la valeur totale s'élèvera au plus à 336,2 milliards de Kčs.

(2) Sur cette somme de 336,2 milliards de Kčs, il reviendra

a) à l'industrie	131,9 milliards de Kčs,
b) à l'agriculture	26,8 milliards de Kčs,
c) au bâtiment	4,6 milliards de Kčs,
d) aux transports	52,9 milliards de Kčs,
e) au commerce et au tourisme	5,0 milliards de Kčs,
f) à la construction de logements	39,3 milliards de Kčs,
g) à la prévoyance sociale	8,1 milliards de Kčs,
h) à la santé publique et l'assurance nationale	10,3 milliards de Kčs,
i) aux services culturels	10,2 milliards de Kčs,

j) aux ponts et chaussées, aux constructions hydrauliques, aux constructions publiques terrestres et autres investissements de l'administration publique ..... 47,1 milliards de Kčs.

(3) En outre, il sera affecté 5 milliards de Kčs à l'amélioration de l'état des communes et des départements, à laquelle il sera procédé sans puiser dans la main-d'œuvre et en consommant peu des matières premières importantes pour les autres tâches prévues par le plan quinquennal.

(4) Il sera procédé aux investissements de capitaux uniquement là où il est impossible de venir à bout des tâches imposées, même en utilisant pleinement les installations existantes pour la production, notamment en mettant au travail de nouvelles équipes, et là où ces investissements sont absolument nécessaires pour réaliser les constructions et transformations prévues pour l'économie nationale. En même temps ces investissements seront placés aussi suivant les besoins du développement équilibré de toutes les régions de l'Etat.

SECTION III.

Organisation des entreprises

Art. 25.

L'organisation des entreprises sera perfectionnée de façon à ce qu'elles puissent contribuer à l'accroissement du rendement dans tous les secteurs de l'économie nationale et de la rationalisation dans les entreprises, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des produits et des services fournis. Notamment, il faudra

a) édifier, développer et approfondir l'organisation des entreprises suivant les principes de l'organisation scientifique,

b) simplifier le programme de production des entreprises industrielles et le programme d'activité des autres entreprises,

c) employer la typisation et la normalisation dans la production, afin de simplifier le programme de production des entreprises industrielles,

d) continuer à établir une organisation unitaire de la comptabilité d'entreprise, avec laquelle on introduira dans les entreprises un mode de gestion suivant des budgets établis d'avance et qui permettra de restreindre systématiquement les dépenses.

SECTION IV.

Commerce extérieur

Art. 26.

(1) Le commerce extérieur sera organisé et dirigé de manière à assurer avec les importations nécessaires l'accomplissement des tâches imposées par le plan quinquennal, à obtenir en exportant la compensation des importations et à assurer l'équilibre de la balance des paiements.

(2) Le commerce extérieur sera intensifié à tous égards, de sorte que son volume augmente en 1953 environ de 40 % de plus qu'en 1948. En même temps, en élargissant les rapports commerciaux notamment par un système de traités à long terme, surtout avec les Etats à économie planifiée, on assurera la continuité du développement de l'économie nationale et sa résistance contre les crises.

SECTION V.

Intensification de recherches

Art. 27.

(1) Les recherches notamment dans le domaine technique, économique, social et de l'hygiène serviront à déve-

lopper pleinement l'économie nationale, à utiliser les ressources de tout genre et à réaliser les buts poursuivis par le plan économique.

(2) Pour les besoins des recherches scientifiques, il sera procédé à la coordination du travail scientifique dans les instituts de recherches, il sera construit des instituts scientifiques et il sera donné plus de soin à la formation des nouvelles recrues scientifiques. On tiendra aussi la main à conserver les rapports les plus étroits entre les recherches scientifiques et la pratique économique. Les recherches seront concentrées de façon appropriée et des moyens financiers suffisants leur seront assurés.

SECTION VI.

Perfectionnement de la méthode, de la technique et de l'organisation de la planification

Art. 28.

(1) La méthode et la technique de la planification seront étendues à l'établissement du bilan de l'économie nationale, contribuant ainsi à préciser systématiquement les divers plans, et à faire pénétrer jusqu'aux plus bas degrés de l'échelle le service de planification.

(2) En planifiant les revenus, les prix, les impôts, la consommation et le commerce, on assure ainsi une juste proportion entre le relèvement des dispositions en espèces de la population et l'augmentation des fournitures de biens de consommation et de services. La méthode et la technique de la planification seront de plus étendues à la planification des frais de production et de distribution. Par là sera assuré l'établissement des plans financiers et se trouvera facilité le contrôle financier des entreprises. A cette fin, la comptabilité d'entreprise sera systématiquement mise en œuvre et étendue à d'autres domaines jusqu'à présent

négligés et la planification des entreprises sera en général perfectionnée. Par là se trouveront réunies les conditions pour établir les plans financiers d'ensemble.

(3) Une condition nécessaire à l'accomplissement du plan quinquennal est aussi l'organisation simple et rationnelle du service de planification. En même temps, la centrale du service de planification sera réorganisée et ses composantes dans les diverses branches et régions seront complétées. En outre, il sera pris soin de former un nombre suffisant d'ouvriers du plan, en faisant systématiquement leur instruction en économie nationale.

CINQUIÈME PARTIE

LES TÂCHES DU PLAN QUINQUENNAL DANS LES RÉGIONS

SECTION I.

Développement économique des régions

Art. 29.

(1) Le but du plan quinquennal est aussi d'égaliser progressivement le niveau économique des régions, ce qui tendra à harmoniser le relèvement du niveau de vie dans toutes les régions de l'Etat.

(2) Ce relèvement sera atteint avant tout par une distribution rationnelle entre les diverses régions des programmes de production et d'investissements prévus par le plan quinquennal. En même temps, il sera nécessaire :

a) de placer les opérations de production et d'investissements avant tout dans les régions économiquement faibles, en tant que cette localisation ne mettra pas en danger l'accomplissement du plan quinquennal,

b) d'utiliser pleinement dans toutes les régions les installations de production et de placer les nouvelles instal-

lations dans les régions dans lesquelles on pourra le mieux utiliser les ressources locales (main-d'œuvre, matières premières, énergie, transports, etc.),

c) d'empêcher la concentration des opérations de production et d'investissements dans les régions et dans les centres de production, en tant que cela mettrait en péril l'accomplissement du plan quinquennal,

d) d'utiliser dans les régions où ne se trouvent pas réunies les conditions nécessaires au développement d'une autre activité économique, toutes les possibilités en vue du mouvement touristique et de la réfection des forces de ceux qui travaillent,

e) de tenir la main à ce que le développement des villes et des communes rurales soit planifié conformément aux principes modernes de la reconstruction,

f) de procéder à une étude systématique de toutes les régions en tenant compte de leurs possibilités économiques et naturelles, ainsi que de leurs besoins économiques et sociaux.

SECTION II.

Développement économique de la Slovaquie

Art. 30.

Il sera obtenu un développement économique accéléré de la Slovaquie par une transformation graduelle de sa structure économique et sociale. Cette transformation se fera avant tout

a) en continuant l'industrialisation déjà commencée du pays,

b) en augmentant la productivité du travail dans l'agriculture,

c) en augmentant les cadres des travailleurs qualifiés dans toutes les branches d'entreprise, notamment les

cadres nécessaires pour développer la production industrielle,

d) en intensifiant la recherche de toutes les sources de richesses naturelles, notamment des gisements minéraux.

Art. 31.

Le développement de la production ainsi que le relèvement du niveau matériel et culturel pendant la période couverte par le plan quinquennal seront assurés :

1. *dans l'industrie :*

a) en augmentant la production de telle sorte que sa valeur brute en 1953 par rapport à 1948 soit supérieure de 75 %,

b) en créant environ 90.000 nouvelles occasions de travail ;

2. *dans l'agriculture :*

a) en augmentant sa production totale de sorte qu'en 1953 sa valeur brute atteigne 27,4 milliards de Kčs, soit 37 % de plus qu'en 1948,

b) en augmentant la production animale de sorte que sa valeur brute en 1953 dépasse de 98 % celle de 1948 et que sa part dans la production agricole totale soit de 42 %,

c) par la rationalisation de la production agricole, en intensifiant la mécanisation, en augmentant le rendement du sol agricole et l'utilisation des animaux domestiques, en précisant les bornes des pâturages et des forêts, en introduisant une exploitation rationnelle sur les superficies destinées aux pâturages et en affo-restant les surfaces qui ne conviennent pas à l'agriculture ;

3. *dans le bâtiment :*

a) en augmentant la production, de sorte que sa valeur brute en 1953 atteigne 15 milliards de Kčs,